

PRÉFECTURE DU CHER

DIRECTION des RELATIONS avec les
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
et du CADRE de VIE
Bureau de l'environnement

Installation classée soumise
à autorisation n° 5635

Pétitionnaire :

GIAT Industries - "Terrain Sud"
21 rue de la Salle d'Armes à Bourges

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE N° 2002.1.519 du 28 mai 2002

portant application des prescriptions
de l'arrêté ministériel du 3 août 2001

Le Préfet du Cher, chevalier de la Légion d'honneur,

VU le code de l'environnement et notamment ses livres II et V (titres I, IV, VII),

VU la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal,

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits de citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU le décret du 20 mai 1953 modifié notamment par le décret du 7 juillet 1992, les décrets n° 93-1412 du 29 décembre 1993, n° 96-197 du 11 mars 1996, n° 97-1116 du 27 novembre 1997, n° 99-1220 du 28 décembre 1999, n° 2000-283 du 30 mars 2000 et n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de l'article L 511-2 du code de l'environnement constituant la nomenclature des installations classées,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des articles L 512-1 à L 514-17 du code de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment son article 65,

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2001 portant révision de l'article 65 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié susmentionné,

VU la loi n° 89-924 du 23 décembre 1989 autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du Groupe Industriel des Armements Terrestres (G.I.A.T.),

VU l'arrêté interministériel du 29 juin 1990 fixant la liste des droits, biens et obligations attachés aux activités des établissements industriels de la Direction des Armements Terrestres constituant le Groupement Industriel des Armements Terrestres et apportés à la société G.I.A.T. Industries,

.../...

VU l'arrêté de M. le Ministre de la Défense du 6 avril 1989 autorisant l'Etablissement d'Etudes et de Fabrications d'Armement de Bourges (E.F.A.B.), 7 route de Guerry à Bourges, à exploiter dans l'enceinte Lahitolle de son établissement une cabine de peinture visée sous les n^{os} 405.B.1°.a et 406.1°.a de la nomenclature des installations classées,

VU le récépissé de déclaration délivré par M. le Ministre de la Défense du 2 juillet 1987 à l'Etablissement d'Etudes et de Fabrications d'Armement de Bourges (E.F.A.B.) et relatif à la mise en service d'un dépôt de gaz combustibles liquéfiés (rubrique 211.B.1°) dans l'enceinte Lahitolle de son établissement (près du bâtiment 719),

VU, en date du 19 juillet 1990, la déclaration de la société G.I.A.T. Industries, dont le siège social est sis 313 Bureaux de la Colline à Saint-Cloud (92213), faisant connaître qu'elle a repris à compter du 1^{er} juillet 1990 les installations classées précédemment exploitées par l'Etablissement d'Etudes et de Fabrications d'Armement de Bourges (E.F.A.B.),

VU l'arrêté préfectoral du 4 avril 1991 portant récépissé de changement d'exploitant en faveur de la société G.I.A.T. Industries,

VU le dossier déposé par G.I.A.T. Industries le 30 juillet 1993 en vue de la régularisation administrative de l'exploitation des installations situées dans l'enceinte Lahitolle et incluant un nouvel atelier de traitement de surfaces (terrain Sud),

VU les listes mises à jour au 1^{er} janvier 1995 et 1^{er} septembre 1995 des installations soumises à autorisation et déclaration du site de Lahitolle.

CONSIDÉRANT que l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (article 65) a imposé la réalisation d'une étude hydrogéologique, de puits de contrôle et d'analyses périodiques des eaux souterraines à certaines installations classées soumises à autorisation,

CONSIDÉRANT que l'arrêté ministériel du 3 août 2001 a étendu les obligations de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié à de nouvelles rubriques de la nomenclature et permet de rendre applicables les dispositions ci-dessus à toute installation présentant un risque notable de pollution des eaux souterraines, de par ses activités actuelles ou passées, ou de par la sensibilité ou la vulnérabilité des eaux souterraines,

CONSIDÉRANT les risques potentiels de pollution et l'importance de l'activité de traitements de surface (volume des bacs de traitement de 137 m³),

CONSIDÉRANT que, de ce fait, il convient d'imposer au site Lahitolle de la société G.I.A.T. Industries les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 3 août 2001,

VU le rapport en ce sens établi le 25 janvier 2002 par l'inspection des installations classées,

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène le 12 février 2002,

VU le courrier de la société G.I.A.T. Industries du 13 février 2002 signalant que le risque de pollution de leur installation est quasi nul du fait de son type de construction et notamment de la présence de rétention, accompagné d'un extrait d'une étude géologique et hydrogéologique,

VU le rapport complémentaire établi par l'inspection des installations classées du 26 février 2002,

CONSIDÉRANT que les conditions d'exploitation des installations par la société G.I.A.T. Industries ne permettent pas de garantir une maîtrise totale des risques de pollution accidentelle des sols et des eaux souterraines,

CONSIDÉRANT que les documents communiqués par l'exploitant révèlent un contexte hydraulique local sensible car la nappe des calcaires est alimentée principalement par des infiltrations d'eau de surface et se trouve en liaison hydraulique avec les nappes alluviales de l'Yèvre et de l'Auron,

.../...

CONSIDÉRANT que la société G.I.A.T. Industries n'a pas formulé d'observations sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 11 avril 2002,

SUR la proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Cher,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} - La société G.I.A.T. Industries doit mettre en place une surveillance de la qualité des eaux souterraines au niveau de l'établissement qu'elle exploite à "Terrain Sud", 21 rue de la Salle d'Armes sur la commune de Bourges.

ARTICLE 2 - A cet effet, la société G.I.A.T. Industries doit tout d'abord réaliser une étude du contexte hydrogéologique du site.

Au vu des éléments de cette étude, l'exploitant doit implanter, au minimum, trois puits de contrôle des eaux souterraines : un puits à l'amont hydrogéologique de ses installations et deux puits, au moins, à l'aval hydrogéologique de ses installations.

Ces ouvrages doivent être implantés de manière à permettre le prélèvement et le contrôle des eaux de la première nappe rencontrée où l'impact éventuel des activités puisse être effectivement détecté.

Une proposition d'implantation est soumise à l'accord préalable de l'inspecteur des installations classées.

Les ouvrages sont réalisés suivant la norme AFNOR FD-X-31-614, sont convenablement protégés et permettent les prélèvements d'eau.

Dans le cas où un ou plusieurs des puits de contrôle ne peuvent, ou ne doivent, pas être implantés dans l'emprise même du site, l'exploitant doit prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la protection des ouvrages concernés, éviter tout risque de pollution accidentelle des eaux souterraines et y avoir accès pour leur entretien et effectuer les prélèvements demandés.

Les têtes des ouvrages font l'objet d'un nivellement NGF.

ARTICLE 3 - Une fois par an, en périodes des hautes eaux, les niveaux piézométriques sont relevés et des prélèvements sont effectués dans la nappe au niveau des puits de contrôle prévus à l'article 2.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances suivantes :

- pH
- Conductivité
- Oxygène dissous
- AOX
- Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques
- CN libres
- Métal spécifique : Cr₆
- Autres métaux : Al, Cd, Cr, Cu, Fe, Ni, Pb et Zn.

Les prélèvements sont exécutés selon la procédure AFNOR FD-X-31-615 par un organisme compétent et les analyses sont faites par un laboratoire agréé. Les conditions de mesures sont fixées par les normes correspondant à chaque paramètre.

.../...

Après chaque contrôle, un rapport est transmis à l'inspecteur des installations classées, comportant en particulier : les résultats des analyses, une comparaison des teneurs relevées aux Valeurs de Constat d'Impact sur les eaux souterraines définies dans le guide de gestion des sites pollués du ministère de l'environnement, un récapitulatif de l'évolution de la qualité des eaux depuis le premier contrôle et d'une manière générale, tout commentaire utile à une bonne compréhension des résultats. Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées.

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées pour remédier à la pollution des eaux souterraines.

La fréquence des analyses à pratiquer et/ou la nature des paramètres à rechercher pourront être modifiées sur demande justifiée de l'exploitant ou sur proposition motivée de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4 - Un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté est imparti à la société G.I.A.T. Industries pour réaliser l'étude hydrogéologique, mettre en place les ouvrages de surveillance et transmettre le premier rapport de contrôle de la qualité des eaux souterraines.

ARTICLE 5 - Tous les frais occasionnés par le respect des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6 - Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

ARTICLE 7 - Indépendamment de ces prescriptions, l'administration se réserve le droit d'imposer ultérieurement toutes celles que nécessiterait l'intérêt général.

ARTICLE 8 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 - Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Bourges et pourra y être consultée. Le présent arrêté devra être affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les conditions d'octroi de la présente autorisation et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est tenue à la disposition de tout intéressé qui en fera la demande, sera affiché à la mairie de Bourges pendant une durée minimale d'un mois.

Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé à la préfecture (direction des relations avec les collectivités territoriales et du cadre de vie - bureau de l'environnement).

Un avis sera inséré par les soins du préfet du Cher et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 10 - Délais et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif, le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Les délais de recours prévus par l'article L 514-6 du code de l'environnement ne sont pas interrompus par un recours administratif préalable (gracieux ou hiérarchique) ou par un recours devant une juridiction incompétente.

.../...

ARTICLE 11 - Le Secrétaire Général de la Préfecture du Cher, le Sénateur-Maire de Bourges, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Centre, l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Bourges, le 28 mai 2002

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

signé : Gérard BRANLY

Pour ampliation,
Pour le préfet,
Le chef de bureau délégué,


Adriana LAVEAU